



# Association France Palestine Solidarité

Monsieur Emmanuel Macron  
Président de la République française  
Palais de l'Élysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
**75008 Paris**

Le 29 juin 2021

N°réf : 32-21

Objet : lettre ouverte au président de la République

Monsieur le Président de la République,

La situation des Palestiniens à Jérusalem-Est est dramatique : victimes depuis des années d'une politique de nettoyage ethnique et de la politique d'apartheid de l'État israélien qui les privent de leurs droits individuels et nationaux, du racisme institutionnel et de celui des colons et des suprémacistes juifs, ils vivent particulièrement depuis plus de deux mois sous une pression insupportable. Les menaces d'expulsions et de destructions de maisons au profit des colons, notamment dans les quartiers palestiniens de Silwan et de Sheikh Jarrah se font de plus en plus pressantes et sont accompagnées d'une très forte répression contre la jeunesse palestinienne de Jérusalem.

Face à cette situation, une pétition vous demandant d'intervenir a recueilli près de 60 000 signatures. Nous vous avons demandé un rendez-vous pour vous la remettre. Aucun de vos conseillers n'a pu dégager un moment dans son emploi du temps pour recevoir une représentation de ces près de 60 000 personnes qui ne comprennent pas ce qui peut paraître pour du mépris ou de l'indifférence.

C'est donc par l'intermédiaire de cette lettre ouverte que nous vous remettons cette pétition au nom de ses presque 60 000 signataires alors que les bulldozers sont à l'œuvre dans le quartier de Silwan et que la police Israélienne réprime violemment celles et ceux qui protestent, et procède à des arrestations.

Monsieur le Président, il faut mettre fin à cette politique de domination et d'oppression du peuple palestinien, à cette politique d'apartheid.

La parole est à vous, Monsieur le Président : comme vous le demandent les signataires de cette pétition vous avez le devoir d'agir pour empêcher les violations du droit. La France doit exiger d'Israël l'arrêt immédiat de toutes les destructions et déplacements de population.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

au nom du Conseil national  
Bertrand Heilbronn, Président de l'AFPS